· la relance des investissements productifs ;

 la réduction massive du temps de travail sans diminution de salaire;

 le départ des vieux travailleurs en pré-retraite à temps plein, remplacés par des jeunes embauchés en contrat à durée indéterminée;

 la convocation d'une Assemblée nationale souveraine qui définira la forme et le contenu de la démocratie voulue par le peuple ;

• l'abrogation des institutions de la Ve République ;

• la suppression de l'impôt CSG;

· la suppression des cadeaux aux entreprises ;

 la suppression du forfait hospitalier et du budget global des hôpitaux;

• la suppression des quotas et l'annulation de la P.A.C. ;

• la laïcité de l'Ecole et de l'Etat.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

VOTEZ, FAITES VOTER POUR

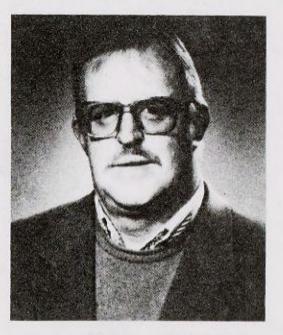
Bernard HAZO
Jean-Pierre DRUART

soutenus par le Parti des Travailleurs

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 21 MARS 1993



Bernard HAZO 43 ans Ingénieur d'études au CNRS



Jean-Pierre DRUART
53 ans
Ouvrier aux Chantiers de l'Atlantique

Leur "socialisme" de dames patronnesses déclare morte la lutte des classes. Mais sur le terre-plein de Penhoët, c'est la mobilisation pour les pré-retraites et l'embauche de jeunes.

La journée du 4 mars a illustré la convergence des luttes interprofessionnelles à l'appel des unions syndicales départementales.

A travers le pays, les grèves se multiplient (Enseignement, SNCF, Poste, etc.).

Mais où en est l'unité politique des travailleurs ? Elle s'est déjà cristallisée dans la lutte contre le Traité de Maastricht. Elle aurait dû se prolonger dans les élections. Cela n'a pas été possible, nous le regrettons. Dans ces conditions, le Parti des Travailleurs soutient :

Bernard HAZO

43 ans, ingénieur d'études au CNRS, membre du courant socialiste du Parti des Travailleurs

Jean-Pierre DRUART

53 ans, ouvrier professionnel aux Chantiers de l'Atlantique, membre du courant communiste du Parti des Travailleurs

POUR UNE AUTRE POLITIQUE, POUR UN AUTRE GOURVERNEMENT

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous sommes frappés par la récession ; la contraction des marchés donne à la compétition économique des allures de guerre : c'est le "chacun pour soi". L'Europe capitaliste de Maastricht est déjà moribonde et l'impérialisme américain tente d'imposer partout sa loi, la loi du plus fort, au nom du "nouvel ordre mondial".

La plupart des entreprises jouent maintenant leur existence. L'administration Clinton prépare l'interdiction des ports américains aux paquebots construits à St-Nazaire.

Les escarmouches autour des aides gouvernementales à l'industrie aéronautique préfigurent le combat entre Boeing et Airbus. La politique du franc fort et des taux d'intérêt prohibitifs étrangle la production (Manitou, Arno, Famat...).

Refusant de rompre les "grands équilibres", les gouvernements successifs se sont bornés à "accompagner" la crise. Mais, loin de limiter les dégats, ils les ont aggravés. On sait, par exemple, que le "traitement social du chômage" a ajouté depuis 1982 des licenciements aux licenciements. Dans ces conditions, pour ne pas subir le triste sort des coolies de Taïwan, les ouvriers sont contraints de lutter pour sauver leur emploi et les agriculteurs leur production.

Cela remet-il en cause les solidarités capitalistes (Fonds Monétaire International, Communauté Economique Européenne, GATT) qui nous enferment dans la crise ? Oui, certainement !

Alors, il faut l'audace de les rompre!

L'unité ouvrière et paysanne, le "Tous ensemble" permettront d'y parvenir.

C'est le sens du combat du Parti des Travailleurs, membre de l'Alliance Européenne des Travailleurs (A.E.T.) et de l'Entente Internationale des Travailleurs.

C'est pourquoi, ensemble, nous devons construire le Parti des Travailleurs.

La solidarité internationale entre les peuples doit l'emporter sur le système de l'exploitation et de la guerre, qui sapent les bases de la civilisation.